

Français et Françaises,

Le Parti Communiste Français s'adresse à vous avec confiance

La majorité des « apparentés », croulant de toutes parts devant le mécontentement du peuple, le gouvernement vient de décider la dissolution du Parlement, tentant ainsi d'esquiver ses responsabilités et celles des gouvernements qui l'ont précédé, dans le bilan politique désastreux pour le pays, politique qui ne peut manquer de s'aggraver dans les mois à venir.

• Le bilan des apparentés

En AFRIQUE DU NORD, la volonté affirmée par la majorité gouvernementale de persister dans une politique de violence et de guerre ne peut aboutir qu'à de nouveaux sacrifices en vies humaines, à de nouvelles charges financières et à la dislocation de l'Union Française.

Les conditions de travail et de vie pour des millions de Français et de Françaises deviennent toujours plus dures. Les travailleurs, contraints à des cadences inhumaines, sont obligés d'arracher par la grève le pain de leurs enfants et de leur famille.

Les fonctionnaires voient sans cesse reporter la satisfaction de leurs légitimes desiderata; leur statut n'est pas appliqué.

La paysannerie laborieuse est aux prises avec des difficultés croissantes.

Des centaines de milliers de sans-logis espèrent vainement un toit. Les vieux meurent de misère tandis que les jeunes ne peuvent trouver place dans la production.

L'école laïque est combattue, ses maîtres sacrifiés. Les moyens élémentaires sont refusés à la Recherche Scientifique.

Des lois d'exception mettent les libertés démocratiques en péril.

Sur le plan des affaires extérieures, les résultats désastreux de la politique gouvernementale ne sont pas moins évidents : le militarisme rétabli en Allemagne occidentale, la Sarre redevenue une pomme de discorde entre la France et l'Allemagne, la guerre atroce et ruineuse poursuivie de longues années en Indochine pour aboutir à la mainmise américaine sur le Sud du Viet-Nam.

Tels sont les fruits amers de la politique Atlantique, inaugurée en 1947 par l'éviction des ministres communistes.

Une telle politique n'a jamais été conforme à la volonté du pays. Elle a été aggravée par suite du truquage électoral. Aux élections de 1951, dix millions d'électeurs ont voté pour les partis communiste, socialiste, radical, contre 8 millions aux partis réactionnaires. Mais par suite des apparentements qui souvent furent conclus des socialistes aux indépendants, 80 sièges ont été enlevés au Parti Communiste et donnés à la réaction, de sorte que le pays ayant voté à gauche, s'est trouvé gouverné pendant cinq ans par une majorité parlementaire de droite.

Et cependant, les rares décisions positives de cette législature (cessation de la guerre d'Indochine, négociations en Tunisie et au Maroc...) n'ont été obtenues que grâce aux voix communistes. En revanche, si le truquage électoral n'avait pas enlevé 80 sièges au Parti Communiste Français, jamais les lois antilaïques n'auraient pu être votées.

Le Parti Communiste, qui a combattu les apparentements dont il fut la première victime, propose de retourner ces apparentements contre la réaction.

• Vous voulez que ça change

Vous voulez la fin des opérations en Afrique du Nord, le rapatriement immédiat des rappelés et des jeunes soldats du contingent.

Pour faire aboutir le changement de politique que vous exigez, il n'est pas d'autre moyen que de gouverner avec l'appui de toute la classe ouvrière, de toutes les forces démocratiques et nationales.

Les politiciens qui se prétendent « de gauche », tout en continuant de s'affirmer pour une politique inspirée de l'anticommunisme, trompent le peuple : aucune politique de gauche n'est possible sans la participation des communistes.

Il est absolument certain que les forces nécessaires pour déterminer le changement de politique existent dans le pays. La tâche de l'heure est d'assurer le rassemblement de toutes ces forces.

Le Parti Communiste Français déclare qu'il est prêt à s'entendre, au lendemain des élections, avec le Parti Socialiste pour pratiquer en commun une politique conforme à la volonté du peuple et à l'intérêt du pays, pour donner à la nation le gouvernement qu'elle attend.

Il est prêt également à l'entente avec les représentants d'autres partis et groupements s'orientant dans le même sens.

Le Parti Communiste est prêt à soutenir tout pas en avant, toute mesure favorable à la classe ouvrière et au peuple, toute initiative servant la cause de la liberté, de la paix et de l'indépendance nationale.

Le Parti Communiste dont le but fondamental est le socialisme, proclame qu'à l'heure présente il s'agit d'aboutir à la mise en œuvre d'une politique populaire, la politique de progrès et de paix voulue par le pays.